

Le problème du revenu cadastral

Il n'est pas toujours constaté une adéquation entre ce qui se passe sur le terrain et le revenu cadastral établi.

Normalement le cadastre devrait constater les changements de nature de culture. C'est vrai aussi que les cultures changent beaucoup et relativement vite. Le suivi n'est pas facile à assurer.

Le cadastre enregistre quand même les modifications de cultures pérennes. (Pour l'arrachage de vignes, le délai d'enregistrement peut aller

jusqu'à 2 ans). Ceci ne se retrouve pas pour les terres qui deviennent incultivées.

A travers le revenu cadastral, c'est la potentialité de la terre qui est classée. Le cadastre aura toujours des réticences à revoir à la baisse le changement de nature de culture. La terre a toujours la même potentialité même si on en change la spéculation.

Différencier la potentialité technique de la potentialité économique de la terre, serait peut-être une solution !

Dominique VIAL

L'agriculture et la forêt le dialogue est ouvert

*par Joseph ARMANGUE
et José de DEMANDOLX-DEDONS*

M. Armangué est Président du Syndicat des propriétaires forestiers des Pyrénées Orientales, propriétaire agricole, chargé de la forêt à la Chambre d'Agriculture des Pyrénées Orientales et à la Chambre Régionale d'Agriculture.

"Notre génération s'est trouvée confrontée à quelque chose qui n'est certainement pas nouveau : il y a eu des mutations des terres agricoles, l'arbre a remplacé la culture, la culture a remplacé l'arbre.

Notre problème réside plus dans notre réflexion monde agricole/monde forestier. Dans le monde agricole, dont nous faisons partie, nous forestiers, nous avons une impression de mise à l'écart. Il existe une sorte de barrière qu'il faut absolument faire sauter entre le monde agricole et le monde forestier.

Que ce soit au niveau des institutions de l'Etat, préfecture ou D.R.A.F. ; que ce soit au niveau des Chambres d'agriculture, ce sont les mêmes choses qui se passent : la forêt est la parente pauvre de l'agriculture, on se rend compte qu'il y a des problèmes, on commence à les aborder parce qu'ils commencent à préoccuper.

Si on veut éviter qu'il soit fait n'importe quoi, et c'est surtout ce qu'il faut éviter (les initiatives privées de gens qui ont un peu de

volonté et un peu d'imagination sont parfois contradictoires car ils ne sont pas aidés, pas conseillés), il faut qu'il y ait un dialogue.

Et les Chambres d'agriculture, précisément parce que la forêt en fait partie, comme la viticulture, l'arboriculture, l'élevage, se doivent de mener à bien ce dialogue. Ce dialogue y sera plus libre que sous la houlette des DDAF. Cela doit se régler dans le domaine du monde agricole.

C'est là qu'il faut expliquer aux gens confrontés à un problème sérieux et important pour la collectivité, parce que la friche ce n'est bon pour personne, que les solutions que nous proposons nous forestiers, solutions parmi tant d'autres, représentent quelque chose de valable.

Certes avec la vigne, avec l'arbre fruitier, l'agriculteur avait un revenu immédiat, un revenu annuel moyen assuré. Il est sûr qu'avec la forêt nous faisons du moyen terme et du long terme. C'est un état d'esprit à changer mais est-ce que cela ne vaut pas la peine quand l'autre alternative ce sont des terres abandonnées et en friches ?

Il est bien évident aussi que cette mutation ne va pas sans poser des problèmes : moins de rentrées d'impôts dans les communes...

Il faut donc ouvrir très largement et très vite ce dialogue".

- Monsieur José de Demandolx, Président de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, Vice Président de la Chambre régionale d'agriculture.

"N'étant pas forestier, je vais peut être jouer ici le rôle de candide, et j'espère que vous me permettez d'être quelque peu provocateur.

Provocateur parce que je pense qu'on se trouve devant une situation pratiquement paradoxale où dans un même temps nous faisons des investissements énormes en particulier en matière d'hydraulique pour maintenir l'agriculture dans certains secteurs difficiles voir pour relancer l'agriculture qui a disparu dans d'autres secteurs (Exemples : aménagements en cours dans le Luberon et le Ventoux) ; et d'un autre côté dans une région de terres à forte valeur agronomique, terres irriguées depuis toujours à partir de canaux de la Durance, on arrache des vergers et on plante à la place des noyers.

Je me pose une question : investir de façon très lourde pour maintenir l'agriculture dans des secteurs difficiles, abandonner l'agriculture là où tous les efforts ont été faits, quelle signification ?

J'ai écouté avec beaucoup d'attention et d'admiration ce qui se faisait en Israël dans le cadre

de la savanisation, la lutte contre le désert (1). Je vais être aussi très provocateur : nous, nous accompagnons le désert. Nous accompagnons le désert parce que malgré les moyens considérables qui sont en jeu, nous ne sommes pas capables de lutter contre les incendies, donc contre la désertification de certaines régions. La forêt quitte son emplacement traditionnel sur des massifs plus ou moins difficiles et on est en train de vouloir la réinstaller en plaine au détriment de l'agriculture. Cela me pose toujours la même question : puisque je suis convaincu qu'un pays doit garder avant tout sa sécurité alimentaire, si on laisse la forêt prendre la place de l'agriculture dans les régions les plus riches de ce secteur qu'en sera-t-il de l'avenir ? "

Ceci amène plusieurs questions : à l'échelle d'une exploitation agricole quelle est la part que

(1) Référence à la contribution de M. Nahmias (KKL). La savanisation. (Forêt Méditerranéenne : Tome XII, numéro 3)



Photo 36 : Christian Dupraz et José de Demandolx lors de Foresterranée'90.
Photo D.V.

doit prendre ce type de développement d'arbres, et à l'échelle d'une petite région, d'ici une dizaine d'années quand les questions technico-économiques seront résolues, faut-il laisser faire ce type d'actions ? Ceci pose

aussi la question des cultures intercalaires, des multi-usages, des pluri-activités.

**Propos recueillis
par D. VIAL
lors de Foresterranée'90.**

Les agriculteurs qui sollicitent les techniciens forestiers sont de plus en plus nombreux. Ils souhaitent trouver auprès d'eux une solution qui leur permettrait de conserver un patrimoine foncier à un faible coût.

Les forestiers proposent une solution : la culture de bois. Il ne s'agit pas de créer des forêts sur les terres agricoles. Il s'agit de conduire une culture spé-

cialisée, une culture productive et rentable. C'est une nouvelle voie, très particulière tant pour le forestier que pour l'agriculteur !

La friche n'est pas une bonne solution. Mais pour l'éviter il faut encore beaucoup d'investigations, d'expériences et de recherches pour être en mesure de proposer des objectifs techniques et économiques. Il faut permettre à l'agriculteur de raisonner son choix, comme il raisonne le choix de son assolement et de sa rotation.

L'arrachage de la vigne, l'arrachage des arbres fruitiers, transforment le paysage et la structure de l'espace. Ils provoquent des mutations qu'il est nécessaire d'observer de près. Il n'est pas question de proposer tout et partout. Des réorganisations foncières et des zonages peuvent être réalisés pour aider cette transformation structurelle de l'espace et du paysage.

L'aménagement de l'espace se réalise sur la base du dialogue. Les participants du groupe "Zones basses plaines et vallées" sont unanimes pour dire sa nécessité et son urgence.

Continuons en ce sens.



Photo 37 : Le groupe "Zones basses, plaines et vallées lors des travaux".
Photo D.V.